

3. De 1960 à 1968, combien a rapporté à chaque année la projection de films de l'ONF à l'extérieur du Canada, savoir a) aux États-Unis, b) au Royaume-Uni, c) en France, d) dans d'autres pays anglophones, e) dans d'autres pays francophones et f) dans d'autres pays?

(Le document est déposé.)

LES VENTES DE CARACTÈRE MILITAIRE ET NON MILITAIRE RELATIVES À LA CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

Question n° 2696—M. Nystrom:

1. Au sujet de la réponse à la question n° 2375, quelle a été la valeur, par pays acheteur, des ventes de caractère non militaire dans lesquelles la Corporation commerciale canadienne a joué un rôle quelconque en 1965, 1966, 1967 et 1968?

2. Quelle a été la valeur, par pays acheteur, des ventes de caractère militaire dans lesquelles la Corporation a joué un rôle en 1966?

3. Quelle quantité et quels types d'armes a-t-on vendus aux Pays-Bas et à l'Allemagne de l'Ouest en 1965, 1966, 1967 et 1968?

4. Si le Portugal a acheté du matériel militaire ou non militaire par l'entremise de la Corporation en l'une ou l'autre des années précitées, quel était ce matériel et quelle était la quantité en cause?

(Le document est déposé.)

LES REQUÊTES EN DIVORCE

Question n° 2710—M. McCleave:

1. Combien de requêtes en divorce présentées sous le régime de la nouvelle loi sur le divorce au cours des six premiers mois ont été réglées, dans chaque province?

2. Combien de requêtes en divorce ont été présentées sous le régime de la nouvelle loi sur le divorce, dans chaque province, au cours de la première année?

3. Quels sont les motifs des requêtes présentées durant la première année, dans chaque province?

(Le document est déposé.)

M. W. S. MARTIN—SON POSTE ET SA SENTENCE ARBITRALE

Question n° 2717—M. Macquarrie:

1. a) Quand a-t-on nommé M. W. S. Martin arbitre en chef de la Commission des relations de travail dans la fonction publique, b) quand son mandat d'arbitre en chef a-t-il pris fin?

2. Quel poste M. W. S. Martin occupe-t-il actuellement au sein de la Commission?

3. a) A quel titre a-t-il rendu une sentence arbitrale relativement aux griefs formulés par le Conseil des Unions d'employés des postes contre le Conseil du trésor, b) quand a-t-il terminé le rapport concernant cet arbitrage, c) quand l'a-t-il présenté à la Commission des relations de travail dans la fonction publique?

4. Que signifie l'expression «date de la décision» qui apparaît sur la page couverture du rapport?

5. A quel titre M. Martin a-t-il rendu une sentence arbitrale relativement aux griefs de M. A. Southern contre le Conseil du trésor, et, dans le cas des griefs formulés par MM. Gomez, Coppock, Levins, Beauchamp et Levesque contre le Conseil du trésor?

6. Quand a-t-il terminé chacun des rapports en question et les a-t-il présentés à la CRTFP?

(Le document est déposé.)

• (2.30 p.m.)

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, les députés qui ont posé les autres questions inscrites au *Feuilleton* ont fait savoir leur intention de les retirer ou ont consenti à le faire.

M. l'Orateur: Si je comprends bien, les questions n°s 1706, 2057, 2568, 2575, 2668, 2690 et 2718 doivent être retirées. Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

DEMANDES DE DOCUMENTS

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, les avis de motion portant production de documents et dont les numéros suivent, conviennent au gouvernement: 179, 203, 217, 225, 254, 264, 266, 268 et 269.

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à ce que les avis de motion n°s 179, 203, 217, 225, 254, 264, 266, 268, et 269 soient considérés comme adoptés?

Des voix: D'accord.

LES APPELS RELATIFS AU RÉGIME D'ASSISTANCE DU CANADA

Motion n° 179—M. Orlikow:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toutes les procédures d'appel établies par les provinces relativement au Régime d'assistance du Canada.

(La motion est adoptée.)

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

Motion n° 203—M. Broadbent:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie des études que les autorités du ministère de l'Expansion économique régionale ont citées dans le mémoire qu'il ont présenté au Comité spécial du Sénat chargé d'étudier la politique scientifique, le mercredi 23 avril 1969, études qui sont énumérées aux pages 4929 à 4932 et aux pages 5003 à 5008 des comptes rendus du Comité.

(La motion est adoptée.)

COLOMBIE-BRITANNIQUE—LE DÉVERSEMENT DE REBUTS DANS LE DÉTROIT DE TASU

Motion n° 217—M. Rose:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et la *Wesfrob Mines Limited* au sujet de rebuts de scheidage et de résidus de traitement déversés dans le détroit de Tasu, près de l'île Moresby, dans le district Reine-Charlotte, en Colombie-Britannique.

(La motion est adoptée.)